

Alternative socialiste

La question (recueil de textes)

syndicale



Brochures d'Alternative socialiste :

- Histoire du Comité pour une Internationale ouvrière, 2015.
- The Next Step: Assessment and perspectives of Alternative Socialiste on the student strike and the Quebec provincial elections in 2012, 2015.
- La prochaine étape: Bilan et perspectives sur la grève étudiante et les élections québécoises de 2012, 2015.
- Plate-forme, 2015.
- Introduction au marxisme, Cahier de formation, 2015.
- Le parlementarisme et l'Internationale communiste (1919–1920), Recueil de textes, 2014.

Table des matières

Pour des comités d'action intersyndicaux! - [page 4]

Pour un rassemblement de militant-e-s syndicaux! - [page 5]

Un rassemblement des militant-e-s syndicaux ça ressemble à quoi ? - [page 7]

Défendons le droit de grève - [page 9]

5 conseils pour un piquet de grève réussi - [page 13]

Grève illimitée à l'hôpital Charité, un conflit d'importance nationale - [page 14]

« Pour un parti des travailleurs-euses » Construisons la voix du 99%! - [page 17]

Annexe : Résolution sur le travail dans les syndicats - [page 20]

Coordonnons notre colère! Pour des comités d'action intersyndicaux!

Ces bandits à cravate rient de nous depuis trop longtemps. Nous n'avons pas des milliers d'alternatives : nous attendons soit le messie ou nous nous organisons par nous-mêmes dans nos milieux de travail et de vie. Un mouvement de révolte gronde en ce moment contre les politiques d'austérité. C'est la survie même des services publics et du mouvement syndical qui est en jeu. Il nous faut donc, toutes et tous, s'investir à fond dans la bataille à venir.

Cette résistance doit passer par le mouvement syndical, la seule structure qui organise massivement le monde du travail. Malheureusement, nous sommes devant une situation où la mobilisation des militant-e-s de la base n'est presque plus une priorité des centrales syndicales. Nous pourrions même dire que nous avons vu une perte d'expertise en la matière, une rupture dans les traditions de mobilisation du mouvement ouvrier. Il s'agit d'une conséquence de plus de trente ans de partenariat social, où une grande partie de l'énergie des appareils syndicaux, incluant les exécutifs locaux, consiste à préparer les rencontres d'arbitrages, lors desquelles les décisions prises sont majoritairement en faveur des patrons...

Nous voyons bien les conséquences de cette rupture : pendant que le gouvernement annonçait ses mesures d'austérité, les directions syndicales ont passé plus de 6 mois à élaborer un argumentaire pour convaincre le gouvernement et les médias du bien-fondé de leurs revendications. Mais dans ce genre de conflit, ce n'est pas celui qui a raison qui gagne, mais le plus fort. Il ne faut pas attendre l'autorisation des directions syndicales pour se mobiliser, il faut le faire par nous-mêmes. La création de comités d'action intersyndicaux est une solution pour faire le pont entre l'appareil syndical et les travailleurs-euses, en créant un mouvement d'opposition qui part d'en bas et non pas d'en haut, comme en ce moment.

Construire la solidarité à la base

La création de comités d'action intersyndicaux, regroupant les travailleurs-euses les plus politisés d'un même lieu de travail, pourrait être une solution intéressante pour redynamiser les appareils syndicaux et surtout impliquer les travailleurs-euses dans les actions du syndicat. Ces comités auraient comme principaux objectifs de diffuser l'information, de participer activement à l'organisation d'activités, de réunir les travailleurs-euses pour discuter d'enjeux précis et toutes autres actions qu'ils jugent pertinentes.

C'est ce type d'organisation qui explique la grande capacité de mobilisation du mouvement étudiant. L'exécutif gère les affaires courantes, mais se sont les « comités mob » qui distribuent l'information et mobilisent la base. Dans les milieux de travail, les délégué-es sont responsables de cette tâche, mais sont souvent isolés entre eux et ne mènent pas de campagne d'envergure, ce qui serait le rôle d'un comité mob. Le syndicaliste doit être visible en tout temps. La mobilisation est un travail de longue haleine et doit être permanente, plutôt que faite à la va-vite et de façon ponctuelle.

Ces comités relèvent évidemment des assemblées générales et doivent respecter la démocratie syndicale, mais ils doivent également avoir une certaine autonomie. Souvent, les directions syndicales ont peur de perdre le contrôle sur les membres, ce qui a pour conséquence de concentrer l'organisation d'activités entre quelques mains et s'avère dramatique pour la mobilisation. On demande aux travailleurs-euses de répondre à l'appel syndical, mais presque jamais de s'organiser eux-mêmes. Il ne faut pas s'étonner si les travailleurs-euses sont souvent passifs et ne se sentent responsables de rien.

Pour un mouvement de masse démocratique

L'ampleur des attaques nécessite la plus grande unité possible. Certains milieux de travail possèdent 2 ou 3 syndicats pour un même établissement. Ce n'est pas nécessairement négatif en période calme, mais en période de

lutte, la coordination entre les différentes structures doit être une priorité. La solidarité entre les exécutifs locaux est une bonne chose, mais pour vaincre, c'est la solidarité entre les travailleurs-euses qu'il faut construire. Ces derniers se côtoient quotidiennement, il n'y a pas de raison majeure pour une organisation séparée. Pour construire une unité réelle et durable, elle doit prendre une forme organisée. La tenue d'assemblées générales conjointes doit être priorisée lors de l'élaboration d'un plan d'action. Pour en faire le suivi, un comité intersyndical est vital. Cette forme d'organisation est un moyen de contrer les campagnes de maraudage que les directions chercheront probablement à faire, à cause de l'adoption de la loi 10.

Ces comités d'action doivent être redevables et être initiés, pour qu'ils soient légitimes, et offrir les ressources de base nécessaires, par les groupes communautaires dans les quartiers et par les syndicats locaux sur les milieux de travail. Ces comités de base doivent être fédérés entre eux avec des représentant-es élus et révocables à tout moment. La démocratisation des structures passe par l'implication active de la base et la solidarité de classe. Ces différents comités pourraient devenir l'ossature d'un mouvement de masse démocratique contre l'austérité.

Créons nos comités d'action dans nos milieux de travail et de vie !
Pour un mouvement de masse démocratique contre l'austérité !
Construisons la grève générale !

Mars 2015

Pour un rassemblement de militant-e-s syndicaux!

Réponse au texte Négos du secteur public : Renouer avec le syndicalisme de combat

Alternative socialiste ne peut que saluer l'initiative des militants René Charest et Philippe Boudreau avec leur texte Renouer avec le syndicalisme de combat [1]. Nous croyons aussi que les syndicalistes doivent adopter un syndicalisme plus revendicatif afin de freiner l'offensive patronale.

Pour alimenter le débat, AS souhaite apporter sa réflexion sur ce sujet. Il ne fait aucun doute que l'épisode du Printemps érable nous offre la possibilité d'espérer qu'un mouvement plus large contre l'austérité se mettent en branle au Québec. Le caractère mobilisateur du mouvement étudiant a apporté une énergie nouvelle dans notre rapport de force avec les élites économiques et politiques du Québec. Plusieurs enseignements de cet épisode charnière peuvent inspirer le monde syndical.

Il est également vrai que les négos du secteur public pourraient être un catalyseur pour l'irruption d'un mouvement politique important ayant le potentiel de devenir « un moment privilégié pour articuler et diffuser une vision du rôle général de l'État, des valeurs communes et de l'avenir de la société québécoise [2] ». Nous relevons quand même certaines limites au document.

Cibler la racine des problèmes qui nous touchent tous et toutes !

Au point 3, les auteurs soulignent à juste titre que « les revendications doivent concerner la société dans son ensemble ». Cela démontre une volonté de sortir du corporatisme syndical, mais il ne faut pas oublier pour autant les revendications qui viennent répondre directement aux problèmes que vivent les travailleurs et les travailleuses des services publics. Par exemple, pour les travailleurs-euse-s de la santé, les conditions de vie au travail ont connu une détérioration considérable au cours des dernières années. Les réorganisations de travail font rage dans le système public, notamment via l'introduction du Lean management [3], modèle de gestion très en vogue chez les technocrates. Les critiques portant sur l'organisation du travail ont toujours été un élément important dans le discours du mouvement ouvrier et socialiste tout au long de son histoire. La mise au rencart de la critique de l'organisation du travail laisse le champ libre aux classes dominantes pour imposer leur propre vision de la chose.

Il ne faut pas simplement avancer une défense du pouvoir d'achat, mais aussi articuler une critique contre la gestion capitaliste des services publics et surtout souligner son impact sur les conditions de travail des salariés.

Au-delà du secteur public, les grands oubliés de ce texte sont les travailleurs et les travailleuses précaires, de plus en plus nombreux. Nous assistons aujourd'hui à une précarisation générale du travail : horaires atypiques et non adaptés aux besoins de chacun, travail à forfait, coût de la vie qui ne cesse d'augmenter par rapport aux salaires et recours à la sous-traitance pour abaisser les conditions de travail pour un même emploi. Il faut également en parler ! Pour mobiliser le plus grand nombre, les auteurs avancent de nombreuses revendications, telles que l'abolition de la taxe santé et le refus des hausses de tarifs d'Hydro-Québec. Ces dernières sont évidemment pertinentes pour mobiliser cette couche de travailleur-euse-s. Toutefois, nous ne devons pas nous contenter de dénoncer les mesures d'austérité du gouvernement et souhaiter des réformes. Il faut également les contextualiser dans la violence de notre système économique, le capitalisme. Le mouvement syndical aura une opportunité en or de faire valoir une prise de contrôle politique par et pour les travailleurs et travailleuses à travers un mouvement politique défendant d'abord et avant tout leurs intérêts.

Réinvestir les syndicats

Au point 5, les auteurs parlent de « l'appareil syndical hypertrophié » qui sclérose la démocratie syndicale. Cette critique est juste, mais il faut également souligner le fait que l'inertie de l'appareil syndical est aussi le reflet de l'état d'esprit de leurs membres, assommés par des années de concertation avec la classe dominante. Il existe une véritable fracture entre l'appareil et les membres. Lorsque les auteurs écrivent qu'il faut « travailler en Front commun, de la base jusqu'au sommet », nous ne pouvons que nous réjouir. Mais cela sera difficile à concrétiser puisque dans le secteur public plusieurs syndicats se livrent une compétition au membership virulente (APTS, FSSS-CSN, SCFP, SQEES, FIQ). Comme quoi l'organisation et la défense de la classe ouvrière se retrouvent noyées dans la simple recherche de plus de membres et de cotisations. La tâche des militant-e-s socialistes dans les syndicats est donc difficile ; il faut à la fois prendre en considération les critiques justes des membres à l'égard des syndicats, mais également les convaincre d'investir ses structures afin de les rendre plus démocratiques et combatives.

La gauche syndicale devrait s'intéresser grandement à ces enjeux si elle souhaite mobiliser davantage, tant lors des prochaines négociations dans le secteur public que dans d'autres conflits. L'importance de formuler des revendications auxquelles l'ensemble des travailleurs-euse-s peut s'identifier est capitale si nous voulons encourager la création d'un mouvement politique de masse capable de riposter et de vaincre l'establishment et ses politiques. Pour ce faire, il est essentiel de s'organiser le plus tôt possible.

Se réseauter pour défendre nos intérêts

Pour Alternative socialiste, la création d'un réseau de travailleurs et de travailleuses syndiqués et non syndiqués prônant le syndicalisme de combat s'avère nécessaire pour franchir une nouvelle étape en ce sens. Tel que nous le concevons, un réseau du genre vise la formation et la mobilisation des militant-e-s de la base sur des sujets qui concernent l'ensemble des travailleurs-euse-s. Nous pourrions nous inspirer de ceux qui existent déjà aux États-Unis avec Labor Notes [4] où en Angleterre avec le National Shop Stewards Network (NSSN) [5]. Le Québec a besoin d'une organisation qui transcende les différentes allégeances syndicales et les revendications sectorielles pour mener des campagnes politiques sur les milieux de travail et les quartiers populaires.

Alternative socialiste appelle tous ceux et celles qui veulent créer ce type d'organisation à prendre contact avec nous pour déterminer une première rencontre d'organisation durant l'été.

Juin 2013

Notes

[1] René Charest et Philippe Boudreau, « Négos du secteur public : Renouer avec le syndicalisme de combat », À Babord, no 49, printemps-avril 2013, p.10-11.

[2] Ibid, p.11.

[3] Comité STAT, Gestion Lean : L'économie de la santé, octobre 2012, <http://stat.badacid.koumbit.org/leanstat.pdf>

[4] Labor Notes :Putting the movement back in the labor movement, <http://www.labornotes.org/about>

[5] National Shop Stewards Network (NSSN) : building the rank-and-file since 2006, <http://shopstewards.net/about-the-nssn/>

Un rassemblement des militant-e-s syndicaux ça ressemble à quoi ? Entrevue avec Rob Williams, président du National Shop Steward Network en Angleterre

Par Alternative socialiste (CIO-Québec) [1]

Alternative socialiste : Pouvez-vous nous faire un résumé de l'état du mouvement ouvrier anglais?

Rob Williams : Au niveau de la confiance et du niveau de conscience, le mouvement syndical au Royaume-Uni se remet encore aujourd'hui des défaites des années 1980, en particulier de la grève minière de 1984-1985. La récession et l'offensive d'austérité n'ont qu'exacerbé ces sentiments, avec jusqu'à un million d'employé-e-s du secteur public mis à pied. Nous avons par contre vu une forte résistance syndicale face aux coupures du gouvernement. En mars 2011, jusqu'à sept cent cinquante mille (750 000) personnes ont pris part à la manifestation du Trades Union Congress (TUC) à Londres, la plus grande marche dirigée par des travailleurs et travailleuses depuis presque un siècle, et environ 2 millions de travailleurs et travailleuses du secteur public ont fait la grève ensemble lors de l'action du 30 novembre 2011. L'abandon de cette lutte par la direction syndicale de droite a mené à une accalmie. Malgré cela, une série de grèves régionales et sectorielles ont eu lieu au fil des 2 dernières années.

A.S. : La NSSN a été créée en 2006. Comment ce réseau fut-il créé et qui est à l'origine du mouvement?

R.W. : La NSSN a été mise de l'avant en 2006 par le syndicat des transports, le National Union of Rail, Maritime and Transport Workers (RMT). Depuis, elle est devenue une organisation syndicale indépendante avec le soutien du RMT, du Public and Commercial Services Union (PCS) et de 5 autres syndicats nationaux de gauche. Elle a également attiré des affiliations et du soutien de nombreuses sections syndicales, de comités de travailleurs et de travailleuses et de conseils syndicaux, qui sont les comités locaux de divers syndicats. Le RMT a agi selon le mandat de leur conférence nationale qui appelait à la mise en place de la NSSN. Je pense que c'était un reflet de leur désir que la base mette de la pression sur la direction syndicale, comme le faisait un mouvement des délégué-e-s syndicaux beaucoup plus actif qui a joué un rôle important dans le passé au Royaume-Uni, tel qu'après la Première Guerre mondiale[2] et dans les années 1960-1970.

A.S. : Comment fonctionne le réseau? Quelles sont les structures de la NSSN?

R.W. : La NSSN se veut ouverte, flexible et inclusive. Au niveau national, il y a un comité de direction, élu à la conférence annuelle. Il y en a eu 7 jusqu'à présent. Au niveau local, la structure dépend des militant-e-s sur le terrain. Par exemple, certains ont créé des comités régionaux, alors que d'autres sont plus locaux. Il nous fait plaisir que des groupes de travailleurs et travailleuses et des activistes utilisent le NSSN comme bannière pour leur permettre d'intervenir dans des luttes et dans le mouvement syndical s'ils se trouvent bloqué-e-s par la bureaucratie de droite. La NSSN est aussi un moyen de regrouper les travailleurs et travailleuses pour construire un conseil syndical. Je pense qu'il est indispensable de rassembler les travailleurs et travailleuses afin d'apprendre les uns des

autres de leurs expériences avec le patron et les dirigeant-e-s syndicaux.

A.S. : Qui peut adhérer à la NSSN?

R.W. : Ceux et celles qui sont impliqué-e-s dans la NSSN peuvent provenir des syndicats, des milieux de travail ou simplement des luttes contre les coupures. Nos définitions sont assez ouvertes afin de permettre un maximum d'implication. Mais en congrès, il faut avoir un poste syndical reconnu et élu pour participer au comité de direction et pour voter des motions, afin d'assurer que la structure de base syndicale soit maintenue.

A.S. : Comment la NSSN se finance-t-elle? Les centrales syndicales financent-elles la NSSN?

R.W. : Oui, des syndicats nationaux et locaux peuvent s'affilier pour 50 £ (livres) par année. Ils peuvent aussi faire un don. Il y a également des militant-e-s individuels qui donnent quelques livres mensuellement. Recueillir assez d'argent pour imprimer nos tracts est une lutte constante!

A.S. : Quelles ont été les grandes actions de la NSSN depuis sa création et quelles sont les perspectives de la NSSN pour le mouvement ouvrier anglais?

R.W. : Le rôle principal que se donne le NSSN a toujours été de soutenir les travailleurs et travailleuses en lutte, et d'aider à construire la solidarité en allant sur les lignes de piquetage et aux manifestations. Nous publions des critiques sur notre site web, Facebook et Twitter ainsi qu'à travers notre bulletin web hebdomadaire qui rejoint des milliers d'activistes. Mais depuis les mesures d'austérité généralisées menées par le gouvernement arrivé au pouvoir en 2010, la NSSN joue un rôle de levier face à la direction syndicale pour mettre de l'avant des revendications et mobiliser des militant-e-s syndicaux afin de mettre de la pression sur la direction pour qu'elle appelle à une nécessaire mobilisation de masse unitaire. Nous avons fait du lobbying à la conférence du TUC et aux réunions de son conseil général pour les appeler à désigner une date pour tenir une grève générale de 24 heures. Nous nous y remettons dans quelques semaines pour le 8 septembre. À travers cette campagne, avec nos revendications claires, la NSSN a commencé à se forger une réputation chez une couche importante d'activistes et de représentant-e-s syndicaux. La perspective immédiate face au mouvement syndical au Royaume-Uni est que les syndicats de professeur-e-s passent à l'action cet automne, le tout culminant avec une journée nationale de grève, probablement vers la fin novembre. D'autres syndicats comme le PCS sont déjà en lutte, et d'autres la construisent. Nous appelons tous les syndicats à une action coordonnée avec les professeur-e-s. Ceci pourrait mobiliser au total jusqu'à un million de travailleurs et travailleuses. Comme la colère et la frustration se développent dans les masses de la classe ouvrière, et même dans une partie de la classe moyenne, une telle action pourrait avoir un grand impact d'élévation du niveau de confiance et mener à la certitude que le gouvernement peut être confronté.

A.S. : La haute direction syndicale voit-elle d'un bon œil l'action des militant-e-s de la NSSN? Vous êtes également un militant du Parti Socialiste (Socialist Party). Selon vous, quel est le rôle des militant-e-s socialistes dans le mouvement ouvrier aujourd'hui?

R.W. : Je pense que les meilleurs (et les plus militants) dirigeant-e-s syndicaux soutiennent le NSSN, ou au moins reconnaissent le rôle positif que nous jouons, alors que les plus conservateurs se méfient, car ils savent que la NSSN sait moduler l'humeur des activistes. Le Parti Socialiste pense que les syndicats peuvent être transformés. Nous avons montré au PCS et à NIPSA[3] qu'à travers les bonnes approches et idées, même les syndicats de droite peuvent devenir des organisations combattives. Nous avons aussi des membres sur l'exécutif national de plusieurs syndicats. Certaines tiennent des positions de direction; à Unison[4] par exemple, nous dirigeons l'opposition de gauche. Mais il n'y a pas de contradiction entre le fait de militer pour la transformation des syndicats et construire des organisations de la base à travers le mouvement ouvrier.

A.S. :Quels conseils donnez-vous aux militant-e-s québécois-e-s qui veulent créer ce type d'organisation au Québec?

R.W. :Allez-y, faites-le! Nous sommes optimistes par rapport à la NSSN mais aussi très modestes. Ce n'est qu'un début, mais il faut bien commencer quelque part et je donnerais également ce conseil aux militants et militantes au Québec. Organisez une réunion des militant-e-s syndicaux que vous connaissez et voyez s'il y a un appétit pour une telle organisation. Nous ne nous sommes jamais préoccupés des noms et des étiquettes. Le plus important, c'est ce qui est fait. Mais la NSSN est heureuse d'aider et de donner conseil. Bonne chance, camarades!

25 juin 2013

Notes

[1] Alternative socialiste est la section québécoise du Comité pour une Internationale Ouvrière. Le CIO existe depuis 1974 et est actif dans une quarantaine de pays, sur tous les continents.

[2] Rob Williams fait référence au National Minority Movement, réseau de coordination des militant-e-s syndicaux radicaux fondé par le Parti communiste de Grande-Bretagne en 1924 et qui joua un rôle déterminant dans la grève générale de 1926 en Angleterre.

[3] Syndicat de la fonction publique en Irlande du Nord.

[4] Unison est le 2e plus grand syndicat de Grande-Bretagne et regroupe 1,3 millions de membres.

<http://alternativesocialiste.org/node/18>

Défendons le droit de grève

Geert Cool (CIO-Belgique)

Le droit de grève s'est retrouvé en pleine ligne de mire de la droite ces derniers temps. Les grévistes de la SNCB ont été menacés d'astreintes. À Liège, un blocage routier a servi à accuser des manifestants d'avoir du sang sur les mains. Ces accusations ont été proférées par ceux-là même qui sont responsables de l'austérité dans les soins de santé ! Le plaidoyer pour le service minimum et pour restreindre le champ d'action des syndicats a repris de plus belle. Il est plus que temps de réagir.

Nos actions n'auraient rien rapporté ?

Même le président de la CSC, Marc Leemans, remarque que le gouvernement n'est pas à écoute. Mais il en conclut que nous devons réfléchir à nos modes d'action et devrions être plus "créatifs" avec, par exemple, des actions ludiques. Mais pourquoi le gouvernement écouterait-il lorsque nous organisons une action ludique s'il n'écoute déjà pas quand nous menons des grèves de masse ? Leemans ne propose pas d'alternative et ajoute même qu'il faut subir ce gouvernement jusqu'au terme de son mandat. Devons-nous vraiment continuer à nous laisser plumer des années durant ?

Dire que nos actions n'ont eu aucun résultat est inexact. La grande manifestation, les grèves régionales et la grève générale nationale de la fin 2014 ont permis de pousser le gouvernement dans les cordes pendant un moment sans que cela ne soit en raison de tensions internes. Ces actions ont convaincu de larges couches de la population. Nous en avons vu les effets le 7 octobre 2015 lorsque, contre toute attente, 100.000 personnes ont rejoint la manifestation syndicale à Bruxelles.

Adapter nos méthodes d'action à ce que la partie adverse peut accepter ne nous conduira à rien. Pour l'establishment, des actions ne seront acceptables que si elles n'en sont plus. S'ils le pouvaient, ils consigneraient

les actions de protestation dans des recoins perdus et clos d'où personne ne les remarquerait.

Si nos aïeux n'avaient pas fait grève, ils n'auraient jamais obtenu la journée des huit heures, les congés payés ou la sécurité sociale. Tout cela aussi était des revendications inacceptables pour les employeurs qui minaient leur position concurrentielle. Tous les acquis sociaux ont été obtenus par la lutte : par des grèves et des manifestations. C'est précisément pourquoi les grèves posent un problème aux partis de droite.

Les grèves sont-elles dépassées et les syndicats d'un autre âge ?

Cette rhétorique revient fréquemment : les syndicats appartiennent à une époque révolue et mènent des actions d'un autre temps. Ils ne s'occupent que de ceux qui ont déjà un bon boulot ou des chômeurs (eh oui, les critiques se contredisent parfois), etc. Mais c'est quoi être moderne selon les avocats du système actuel ? Ce qui est moderne, c'est qu'une petite élite au top, de bien moins d'1% de la population, possède autant de richesses que la moitié la plus pauvre de la population mondiale. Ce qui est moderne, c'est que les plus grands banquiers jouent au casino spéculatif et que l'État compense en cas de pertes. Ce qui est moderne, c'est que les grandes entreprises magouillent à tous les niveaux : depuis les impôts en passant par les émissions de CO2 des voitures et ce, plus ou moins légalement. Ce qui est moderne, ça serait que le travailleur moyen accepte tout cela et se taise.

Dans la plupart des pays européens, les directions syndicales ont largement emboîté le pas à l'idée de « syndicats modernes », lisez : des syndicats qui acceptent la logique de ce système. Il est question de cogestion et de partenariat social avec pour objectif de mener ensemble l'austérité « nécessaire ». Cela a évidemment fortement restreint le taux d'affiliation à tous ces syndicats « modernes ». Et les experts du FMI confirment que le recul des syndicats favorise l'augmentation des inégalités sociales parce que les possibilités d'action s'en retrouvent limitées. « Le recul du taux de syndicalisation semble être un élément-clé de l'augmentation des plus hauts salaires », écrivaient deux chercheuses du FMI en mars de cette année. Selon l'Organisation pour la Coopération et le Développement Économique (OCDE), dans la plupart des pays développés, le taux de syndicalisation a chuté de 20,8 % en 1999 à 16,9 % en 2013. Pour les employeurs et les politiciens néo-libéraux, les syndicats « modernes » doivent être des coquilles vides impuissantes qui suivent intégralement leur politique.

Un « droit de grève moderne » procéderait de la même conception. Un petit syndicat néerlandais, *De Unie*, qui organise 50.000 membres – dont beaucoup de hauts cadres – est cité en exemple dans presque tous les médias. Celui-ci a, en effet, annoncé qu'il ne fera plus grève. Le Président De Unie a ainsi déclaré dans les médias: « Le marché du travail change, c'est pourquoi les travailleurs doivent eux aussi changer. Celui qui nie cela est d'un autre siècle. Pour ce faire, inutile d'entamer des négociations couteau entre les dents. Nous le disons clairement, en 2015, nous nous mettrons à la table de négociation. » C'est ainsi que la droite considère le « droit de grève moderne » : le droit de ne pas faire grève. Et ce, grâce à des syndicats qui n'interviennent pas comme défenseurs des intérêts des travailleurs, mais comme de petits actionnaires des entreprises.

Le gouvernement de droite veut museler la protestation

Cette polémique relative au droit de grève ne tombe pas par hasard. Le plan d'action des syndicats de fin 2014 a illustré la force du mouvement ouvrier. Le gouvernement a quelque peu vacillé, l'opinion publique a longtemps soutenu les grévistes en dépit d'une propagande médiatique pro-patronale désespérée. Le fait que le plan d'action n'ait pas connu de suite a semé quelques confusions et hésitations sur les lieux de travail. Faute d'un nouveau plan d'action clair, de par la division entre syndicats et en leur sein même ainsi que par manque d'une alternative politique au gouvernement de droite, il n'a pas été possible de renverser le rapport de forces. Le gouvernement a pu reprendre pied et ne veut en aucun cas connaître un autre plan d'action de ce type. Car il est toujours possible qu'un nouveau plan d'action puisse le faire chuter.

Le gouvernement n'a pas plié suite à ces actions. Après les premières attaques contre notre niveau de vie,

d'autres ont rapidement suivi. Il suffit de penser au *taxshift*, qui devait initialement être un virage fiscal du travail vers le capital, mais s'est au final révélé être une nouvelle attaque contre le monde du travail. Ce gouvernement nous poursuivra jusqu'à nos derniers retranchements. L'indexation des allocations familiales est déjà remise en cause. Première étape vers un deuxième saut d'index généralisé? Pendant ce temps, les plus riches deviennent toujours plus riches.

Le gouvernement désire bien entendu le moins de résistance possible. Comparons la situation à un combat de boxe durant lequel l'un des boxeurs donnerait des coups très durs tout en étant arbitre en même temps, imposant ainsi à son adversaire la façon dont il peut riposter. Il le forcerait à ne pas répliquer du tout et irait même jusqu'à lui lier les mains dans le dos. C'est ainsi que la droite entend mener la lutte de classes dans notre pays. C'est pour cette raison que le droit de grève est sous pression.

À quel point les arguments de la droite sont-ils « modernes »?

Les attaques contre le droit à l'action collective ne sont pas neuves. Ces dernières années, de nombreuses requêtes unilatérales ont été introduites afin d'obtenir des astreintes contre des grèves. Dans le même temps, des méthodes répressives comme les amendes SAC, par exemple, sont élaborées et peuvent servir dans le cadre de manifestations aussi. Soulignons que lors du plan d'action de fin 2014, ces méthodes ont à peine été utilisées. Cela est évidemment lié au fait que la protestation était dirigée contre le gouvernement et qu'il existe une jurisprudence contestant l'utilisation des requêtes unilatérales. Mais le plus important était assurément le rapport de forces que nous avons construit avec nos actions. En 2014, les employeurs avaient peur qu'une attaque sur le droit à l'action collective ne mette encore plus d'huile sur le feu et ne renforce l'appel à un deuxième plan d'action jusqu'à la chute du gouvernement.

Si le gouvernement lui-même ouvre aujourd'hui la marche en assignant des travailleurs d'entreprises publiques ou semi-publiques comme Infrabel (SNCB) et Bpost en justice pour obtenir des astreintes contre les piquets de grève, les entreprises du privé ne tarderont pas à suivre. Si cela se produit aujourd'hui, ce n'est pas parce qu'il y a de nouveaux arguments dans la discussion. Au contraire, l'argumentation des employeurs et de la droite n'a pas changé depuis 1791.

Ils se réfèrent toujours à ce que contenait la loi Le Chapelier de 1791 : « Tout attroupement composé d'artisans, ouvriers, compagnons, journaliers, ou excités par eux, contre le libre exercice d'entreprendre et de travailler par quelle que personne que ce soit [...] sera considéré comme attroupement séditieux et, comme tel, sera dissipé par la force publique. » Les syndicats seraient donc dépassés parce qu'ils ne se plient pas aux règles qui étaient d'application dans nos régions de 1791 à 1921 ? Qui est dépassé en fait ?

Aujourd'hui, les employeurs se plaignent toujours que le droit de grève ne doit pas arrêter les entrepreneurs (« libre exercice de l'entreprise ») et que le « droit au travail » doit être respecté (« libre exercice du travail »). C'est clair, ce sont les mêmes arguments depuis 1791. Mais, dans leur conception, ce droit au travail ne vaut naturellement pas pour les chômeurs. Les règles de la loi Le Chapelier – modifiée plus tard par l'article 310 du Code pénal – ont été utilisées pour poursuivre 1.644 ouvriers entre 1830 et 1866. 946 d'entre eux furent condamnés à une peine d'emprisonnement, 144 à une amende et 521 travailleurs ont été relaxés. La droite veut retourner à cette époque dépeinte dans le film bien connu *Daens* (1992). La seule critique que la N-VA pourrait aujourd'hui formuler à l'égard du catholique conservateur Charles Woeste (qui s'opposa fortement aux velléités sociales du prêtre Daens) serait qu'il parlait français. Pour le reste, ils parlent la même langue, celle des riches.

Comment le droit de grève a-t-il été imposé ?

Si nous voulons défendre le droit de grève – et plus généralement le droit à l'action collective – il est utile de voir comment cela a été imposé. Pas par le Parlement et encore moins par les tribunaux. Il n'a été confirmé en

ces lieux que bien des années après que la lutte de masse ne l'ait imposé dans la pratique.

Les droits démocratiques ont été obtenus par la lutte. L'interdiction d'action collective a été abrogée après la Première Guerre mondiale. Au même moment, la journée des huit heures a été introduite. Cela ne fait pas suite à un soudain changement de conviction de l'establishment, mais à sa crainte d'une radicalisation et d'une poursuite des mouvements et actions de grève tels que celles qui eurent lieu dans le métal, les mines ou le port d'Anvers. L'expérience de la Révolution russe de 1917 renforçait la protestation et accroissait la peur de l'establishment.

Ce n'est qu'après la grève générale insurrectionnelle de 60-61 que la plus haute cour de justice de notre pays, la Cour de Cassation, a reconnu le droit de grève, y compris les grèves politiques. La Cour a d'ailleurs fait traîner le dossier quelques années, le jugement n'est venu qu'en 1967 et s'est limité au constat qu'une grève ne met pas fin au contrat de travail, elle ne fait que le suspendre. Cela n'a pas empêché plusieurs tribunaux, dans les années 70', d'approuver le licenciement de délégués combatifs sur base de l'ancienne argumentation, lors de la vague de grèves spontanées au cours de cette période. Ce n'est qu'au début des années 80', qu'une reconnaissance expresse du droit de grève par la Cour de Cassation est apparue.

Dans la période succédant à la Deuxième Guerre mondiale, le droit de grève a aussi été reconnu par des traités internationaux. L'article 6.4 de la Charte sociale européenne de 1961, par exemple, reconnaît le droit des travailleurs et employeurs à intervenir collectivement en cas de divergence d'intérêts. Cette charte n'a toutefois été ratifiée dans notre pays qu'en 1990. Cela va beaucoup plus vite lorsqu'il s'agit de transposer des traités d'austérité en droit national.

Comme nous le disions, le droit à l'action collective n'a pas été obtenu dans les salons du parlement ou des tribunaux solennels. Il s'est imposé en rue et ce n'est que des années plus tard que la législation et la jurisprudence ont dû reconnaître ce que la pratique avait déjà imposé.

Comment défendre le droit à l'action collective ?

Pour la défense du droit à l'action collective, nous devons faire appel à un maximum d'arguments juridiques, mais il est dangereux de ne miser que là-dessus. Il suffit de regarder le jugement dans l'affaire contre les astreintes lors de la grève des chemins de fer du 9 octobre à Bruxelles. Le juge a donné raison à la direction d'Infrabel et a utilisé, à cet égard, l'argument de la sécurité. Il faut vraiment être éloigné de la réalité du monde du travail pour ne pas savoir que le personnel des chemins de fer organise et garantit la sécurité. Infrabel a fait faire un double shift (une double journée de travail) à deux volontaires à la cabine de signalisation pour briser la grève. Cela ne constitue-t-il pas un danger pour la sécurité ? Mais le juge n'en a pas tenu compte. Si l'on cherche un bâton pour frapper, on le trouve toujours.

Nous ne défendrons le droit à l'action collective qu'en imposant nos droits dans la pratique, en nous battant pour ces droits. Il faut utiliser les attaques pour renforcer nos actions. Cela peut se faire, entre autres, en veillant à ce que les actions de grève soient largement portées par les travailleurs. La préparation des actions de grève lors d'assemblées du personnel au cours desquelles l'action et les revendications sont décidées est essentielle. Cela doit aussi permettre une implication plus large sur les piquets de grève.

Une grève des enseignants à Seattle en septembre 2015 a rassemblé aux piquets 97 % des syndiqués parmi le personnel. Envoyer un huissier de justice en pareil cas n'a pas de sens. Un huissier de justice peut, avec ses chiens de garde de la police, signifier une ordonnance à quelques dizaines de personnes, mais s'ils sont des centaines au piquet, une petite armada d'huissiers de justice serait nécessaire.

Une tentative de briser une grève dans l'entreprise chimique Oleon à Oelegem, en octobre 2015, via la police et des huissiers de justice a été si brutale que le personnel du sous-traitant a décidé de rester dehors aussi. La solidarité est la meilleure réponse à l'agression des employeurs.

La manifestation massive du 7 octobre a de nouveau montré notre potentiel. La couche des activistes syndicaux s'est élargie grâce au plan d'action. Lors des dernières élections sociales, les syndicats avaient ensemble 130.000 candidats dans plus de 6.000 entreprises, c'est plus que l'ensemble des candidats de tous les partis aux élections communales. Ainsi, aux élections communales de 2012, la N-VA avait au total 6.483 candidats. Lors du dernier *family day* de la N-VA, il y avait 4.000 participants, mais lors de la dernière manifestation syndicale, on comptait 25 fois plus de personnes. Les syndicats ont un potentiel de géant. La seule manière dont les employeurs peuvent amoindrir ce géant est en le berçant ou en le maintenant endormi.

Poursuivre le plan d'action de 2014 et exploiter le succès de la manif du 7 octobre 2015 exige des mots d'ordre clairs et d'un plan d'action constructif jusqu'à la chute du gouvernement. Cela exige aussi une alternative politique à la politique d'austérité à laquelle le gouvernement de droite est favorable, mais qu'un gouvernement de "centre-gauche" avec le PS et le SP.a mène à la même chose, mais à un rythme moins soutenu.

De la grève générale à une autre société

Un nouveau plan d'action constructif et la construction d'une alternative politique est nécessaire à la confrontation avec le capitalisme ; imaginons que les 100.000 manifestants du 7 octobre mènent le débat non seulement sur le plan syndical, mais aussi sur le terrain politique et donnent le ton. La droite se prépare à la confrontation, elle sait que la sape constante de notre niveau de vie mène inévitablement à la protestation. Les politiciens des riches se préparent aussi, nous devons faire de même. Ils ont les médias traditionnels de leur côté et peuvent compter sur leurs tribunaux. Mais nous avons la force de notre nombre. Un plan d'action crescendo doit mener à une grève générale qui mettrait le système à l'arrêt.

Une grève générale réussie exige une implication massive de la base. Cela mène également à de nouvelles structures telles que des comités de grève et des comités d'action interprofessionnels. Il s'agit d'un mouvement par lequel les travailleurs font preuve d'une énorme créativité, d'improvisation et de talent d'organisation. Une grève générale de plus longue durée donne une tâche sociale plus large aux comités de grève, garant du bon fonctionnement de la grève, mais aussi de la société. Cela mène à une situation de double pouvoir. À côté de l'État bourgeois, se développe un embryon de nouvel État basé sur les conseils et sur les actions des travailleurs. C'est par ces actions qu'une société sans exploitation et oppression peut naître, une société socialiste planifiée démocratiquement, basée sur l'auto-organisation des travailleurs et de leurs familles.

Janvier 2015

5 conseils pour un piquet de grève réussi

Lors des journées de grèves régionales et nationales, nous allons voir les piquets de grève fleurir à travers le Québec. Comment s'assurer du bon succès de notre piquet ?

1. Mobiliser pour le piquet

Un piquet, c'est une démonstration de force. Il faut convaincre par la discussion ceux qui voudraient travailler de soutenir la grève, passer du temps entre collègues pour discuter de la lutte et des mesures à prendre pour la faire progresser tout autant que de l'alternative à proposer contre l'austérité. Pour tout ça, il faut assurer la présence de tout le monde au piquet, pas seulement de deux ou trois délégués. Pour que le piquet puisse tenir un certain temps, il faut organiser un plan précisant qui vient à quelle heure. En général, le mieux est de tenir le piquet en suivant l'horaire habituel de chacun.

2. Organiser le piquet

Les actions prennent place en novembre et en décembre : il y a donc de fortes chances qu'il fasse froid et qu'il pleuve! Ce n'est pas évident de rester debout dehors toute la journée en pareilles circonstances. Le minimum est donc de prévoir de quoi faire un brasero et une tente pour s'abriter : ce sont de petites choses, mais l'action risque de tomber à l'eau sans cela. L'idée d'un piquet, ce n'est pas de venir y passer cinq-dix minutes, mais bien plusieurs heures d'affilée. En plus d'une tente et d'un feu, c'est toujours bien de penser aussi à assurer des collations et des boissons.

3. Discuter sur le piquet

Nous ne restons pas dehors toute la journée parce que ça nous amuse ; ce n'est pas non plus pour profiter du beau temps ni pour jouer au ballon. Un piquet, c'est l'occasion d'apprendre à connaître ses collègues d'une autre manière, mais, au final, nous sommes en grève pour obtenir quelque chose.

Nous voulons balayer ce gouvernement et sa politique d'austérité. Quitte à passer plusieurs heures debout au piquet, autant que ce soit pour discuter des arguments à utiliser pour convaincre plus de camarades de s'impliquer dans le mouvement, etc. Pourquoi ne pas imprimer un tract pour les exposer?

En même temps, ce tract pourrait aussi appeler à une assemblée du personnel afin d'évaluer le mouvement et préparer la suite.

4. Aller visiter les autres piquets

Une fois que le piquet est bien installé et qu'il y a suffisamment de monde pour le tenir, cela peut être intéressant d'envoyer une délégation visiter les autres piquets aux alentours. Ces visites de solidarité peuvent servir à ce que les travailleurs-euses d'un même coin apprennent à mieux se connaître, à nouer des liens qui permettront de créer un réseau de solidarité dans un même quartier ou une même ville. Il faut évidemment aussi être prêt à bien recevoir les délégations qui visitent notre piquet pour stimuler la discussion. L'union fait la force !

5. Évaluer le piquet

Le lendemain de la grève, tous les journaux du pays déborderont d'articles sur la grève pour évaluer les "dégâts" (selon eux). Mieux vaut évaluer nous-mêmes notre propre mouvement!

Le fait de convoquer une assemblée du personnel après l'action pour évaluer la grève, le piquet et les objectifs ainsi que pour préparer les prochaines étapes du mouvement constitue la cerise sur le gâteau pour un piquet réussi. Cela nous donne en même temps l'espace d'élaborer nos revendications et propositions pour les rendre plus concrètes, au niveau de l'entreprise comme du secteur.

Novembre 2015

Allemagne : Grève illimitée à l'hôpital Charité, un conflit d'importance nationale

Par Aron Amm, Alternative socialiste (section allemande du Comité pour une Internationale Ouvrière)

Ce lundi 22 juin, des centaines de travailleurs se sont lancés dans une grève illimitée afin d'exiger plus de personnel à la Charité, le plus grand hôpital universitaire d'Europe, où travaillent un total de 13.000 personnes, dont 4.400 infirmières. Les trois premiers jours ont été marqués par la combativité, dans une ambiance électrisante.

Plus de 600 travailleurs sont jusqu'à présent impliqués dans l'organisation de l'action de grève. 1.000 des 3.000 lits de l'hôpital sont touchés. Les 200 opérations qui sont menées quotidiennement sont annulées. Stephan Gummert, membre du SAV (Sozialistische Alternative, section allemande du CIO) et l'un des meneurs de la grève, a déclaré lors de la manifestation du deuxième jour de la grève: «Depuis hier, je vois à nouveau rire les visages de ceux qui sont en colère à cause des horribles conditions de travail à l'hôpital – et qui comprennent que l'ensemble du système est malade.»

Des dimensions historiques

Cette lutte est unique à plus d'un titre. Entre la Seconde Guerre mondiale et 1989, pas une seule grève n'a éclaté dans un hôpital à travers toute l'Allemagne. Cela a changé ces deux dernières années.

À la Charité il y a vingt ans de cela, un petit groupe d'activistes de gauche, principalement socialistes, ont commencé à construire une section du plus grand syndicat du secteur public (ver.di). Des membres du SAV ont joué un rôle de premier plan dans ce processus de construction. Le développement d'un tel groupe combatif a permis d'organiser des grèves impressionnantes en 2006 et en 2011. Ces luttes et la conquête de quelques améliorations ont contribué à élargir le noyau militant de base et à paver la voie pour ce nouveau conflit.

Après la lutte de 2011, le groupe de ver.di a demandé aux travailleurs quelles étaient les questions les plus brûlantes qui devaient être traitées – l'écrasante majorité a souligné que la pression au travail était trop forte et qu'il était nécessaire d'employer plus de travailleurs. Une nouvelle lutte a donc été lancée à la Charité il y a deux ans, conduisant à la première grève dans un hôpital en Allemagne exigeant un contrat de négociation collective qui régit le rapport entre infirmières et patients. Sur base de nombreuses discussions, les revendications concrètes sont maintenant: «pas de nuits restées seul», ainsi qu'un rapport entre personnel et patient de 1 pour 2 dans l'unité de soins intensifs et de 1 pour 5 dans les services de médecine générale, ce qui signifie concrètement 600 nouveaux emplois au total.

Nationalement, les hôpitaux souffrent d'un déficit de 162.000 emplois en Allemagne. Le syndicat réclame une loi pour régler le rapport patients / infirmières. À la Charité, l'opinion générale est qu'il ne faut pas attendre. Trois militants syndicaux de l'hôpital universitaire d'Essen ont visité le piquet de grève à Berlin en soutien et ont déclaré: «Si vous remportez la victoire, vous ouvrez les vannes» en motivant les travailleurs des autres hôpitaux à suivre cet exemple.

Par habitant, plus d'hôpitaux ont été privatisés qu'aux États-Unis. On estime que 40.000 patients et visiteurs contractent annuellement des maladies mortelles dans les hôpitaux.

Des piquets de grève actifs et vivants

Chaque matin, au sein des trois principaux sites de l'hôpital de la Charité implantés dans différentes parties de la ville, les grévistes se réunissent en assemblées. Puis, des «piquets volants» visitent toutes les salles et tentent de convaincre davantage de travailleurs de rejoindre la grève et le syndicat. D'autres groupes se dirigent vers les arrêts de transport en commun, le centre-ville et les quartiers pour distribuer des tracts et coller des affiches de soutien à la grève.

Mardi, une délégation de la Charité a visité un meeting d'un millier de postiers, eux aussi en grève. La compréhension est bien entendu grande, et l'idée était de voir comment coordonner la riposte et s'apporter un soutien à chacun. Mardi après-midi, 2.000 travailleurs de Charité et sympathisants de la lutte ont manifesté dans le centre-ville de Berlin au sein d'un cortège extrêmement combatif et inspirant. Des délégations de postiers, de travailleurs de chez H&M et d'autres secteurs ont été elles aussi présentes.

Des réunions de discussion pour les travailleurs (partiellement organisées par des membres du SAV) au sujet de questions comme les «grèves politiques» ont également lieu pendant la grève.

La démocratie dans la lutte

Officiellement, sept syndicalistes font partie de la délégation qui se rend aux négociations, tandis que 21 font partie de la commission chargée d'examiner les revendications et les offres possibles des employeurs. Afin d'impliquer le plus de gens possible dans ces discussions, d'énormes efforts sont entrepris pour construire un corps de «conseillers» dans le but que chaque groupe de travailleurs (infirmières, travailleurs administratifs, travailleurs chargés des questions techniques, etc.) soit impliqué. En outre, des réunions sont régulièrement organisées pour que les grévistes puissent discuter et décider des questions clés. La décision a aussi été prise de ne pas suspendre la grève au cours des négociations.

Solidarité et soutien public

Lucy Redler (dirigeante du SAV et porte-parole de la campagne de l'alliance des hôpitaux a commencé son discours lors de la manifestation des grévistes en disant «nous sommes les 99%». Un tabloïde berlinois, le «Berliner Kurier», a rapporté qu'un sondage organisé par leurs soins avait mis en lumière un soutien ou une compréhension de 99% des sondés par rapport aux raisons de la grève. Seul un pour cent s'est dit opposé au mouvement... Les 99% des habitants ne sont très certainement pas favorables à la grève, mais la grande majorité l'est. La société de gestion de la Charité a engagé une agence de publicité pour développer une campagne d'affichage sous le slogan «la grève n'est pas une solution» en imitant la mise en page traditionnelle du syndicat ver.di. Mais il est très difficile de trouver ces affiches ou ces autocollants dans les abords des sites hospitaliers, puisque non seulement les travailleurs mais aussi de nombreux patients les détruisent.

Il y a deux ans, une alliance («Les Berlinoises pour plus de personnel dans les hôpitaux») a été créée pour soutenir la lutte à la Charité, une campagne dans laquelle les membres du SAV ont joué un rôle des plus actifs. Ce vendredi 19 juin, un meeting de 200 personnes a pris place dans les locaux du syndicat du secteur public avec des représentants d'autres hôpitaux mais aussi de Daimler, de Telekom et de nombreux autres lieux de travail et secteurs, qui tous ce sont exprimés en solidarité avec la riposte organisée par le personnel de la Charité.

Les députés de Die Linke («la gauche», un parti de gauche large à l'intérieur duquel nos camarades du SAV sont impliqués, NDT) ont distribué une déclaration de solidarité avec les grévistes et quelques figures de proue du parti ont visité les piquets de grève. Certaines sections de Die Linke, avec la participation de membres du SAV, ont produit des tracts et des banderoles de solidarité et ont organisé des activités destinées à expliquer l'importance de la lutte dans les quartiers de Berlin. Mais même si les instances dirigeantes de Die Linke à Berlin et au niveau national ont déclaré leur soutien à la grève, elles n'ont pas, jusqu'à présent, utilisé tout le potentiel qui est à leur disposition pour soutenir la lutte.

Un tournant dans la situation

Au cours de cette dernière année, la reprise économique généralement anémique en Allemagne a ralenti. Paradoxalement, les problèmes croissants (le manque de demande dans les pays dits «émergents» et la crise de l'euro) ont conduit à une diminution spectaculaire des prix du pétrole et de la valeur de l'euro, ce qui a donné encore un certain coup de pouce à l'économie allemande. Mais l'expérience de l'aggravation des conditions de travail et les augmentations salariales mineures ont alimenté la colère et conduit à une confiance plus élevée parmi une couche de travailleurs pour partir en action.

Le journal conservateur «Frankfurter Allgemeine Zeitung» appelé ce qui se développe maintenant comme étant une nouvelle «vague de grève». À ce stade, c'est un peu exagéré. Mais avec le débrayage des infirmières des

écoles maternelles et des travailleurs sociaux (pour quatre semaines), avec la grève des postiers et celles des conducteurs de train et d'autres secteurs, cette année est déjà celle qui comprend le plus de journées «perdues» en raison d'une grève depuis 1992. Malheureusement, les dirigeants syndicaux ne relient pas ces différents foyers de lutte les uns avec les autres, ce qui est possible et surtout nécessaire.

Mais l'état d'esprit plus favorable parmi les travailleurs à entrer en conflit en Allemagne va de pair avec une ligne dure adoptée par la classe dirigeante dans de nombreux conflits. Carsten Becker, membre du SAV et porte-parole du groupe ver.di à la Charité, avait déclaré durant la grève d'avertissement de 48 heures de mai dernier: «Nous n'avons plus de patience, mais nous avons de longue endurance.» Cela pourrait bien être nécessaire dans le conflit qui a éclaté à la Charité.

Juin 2015

« Pour un parti des travailleurs-euses » Construisons la voix du 99%!

Lors des manifestations du Premier mai 2015, le syndicat du CSSS Laval avait organisé un gala de lutte professionnelle pour clôturer ses actions. Le lutteur et président des productions MWF a terminé la soirée avec un témoignage poignant sur son expérience personnelle de l'austérité en santé. Il l'a conclu en appelant à la lutte pour le pouvoir politique. « Dans trois ans, a-t-il soutenu, le gouvernement Couillard sera dehors et c'est les travailleurs et les travailleuses qui vont gérer la société comme ils et elles le veulent ». Pour une rare fois, la question du renversement du gouvernement a été posée. Mais, pour réussir, nous avons besoin d'un véhicule politique.

Si vous lisez ce texte, c'est sans doute parce que, comme nous, vous voulez de meilleures conditions de vie et de travail ainsi que vivre dans un environnement sain. Or, rien de cela ne sera possible si les partis des élites du 1% demeurent en place. Les salarié-es devront les combattre partout où c'est possible, dans leur milieu de travail, dans la rue et dans les urnes.

Le piège du vote stratégique

À chaque élection, les directions syndicales et la majeure partie des forces progressistes tombent dans le même panneau, celui du vote stratégique. Dans le cadre des élections fédérales, le mouvement syndical a lancé une vaste campagne d'information contre le Parti conservateur. Malheureusement, il ne vous conseille que de voter pour le ou la candidate « la moins pire » afin d'éviter que ceux et celles du parti conservateur ne soient élu-es.

La belle affaire de voter pour un parti fédéraliste lorsque l'on veut l'indépendance du Québec! La belle affaire de voter pour un parti soi-disant souverainiste qui ne pense qu'à défendre les privilèges des grands patrons francophones comme Pierre-Karl Péladeau! La belle affaire de voter pour un parti soi-disant pour la « classe moyenne » qui promet du même souffle d'atteindre l'équilibre budgétaire! À votre avis, sur le dos de qui cet « équilibre » sera-t-il atteint? Et si un chemin politique plus constructif pouvait être emprunté?

Le vote stratégique est un bon moyen d'éviter les chicanes internes. Toutefois, cette approche s'est révélée incapable de ralentir la casse sociale des dernières décennies. Elle ne constitue pas une stratégie viable pour défendre les intérêts des salarié-es. Ce qu'il nous faut, c'est un gouvernement au service des gens ordinaires. Le seul moyen d'y parvenir, c'est que la majorité de la population, le 99%, prenne le pouvoir! Ce qu'il manque, c'est une organisation capable de le faire.

Seul le monde syndical est apte à initier ce type de mouvement. Il s'agit de l'unique organisation de masse que possèdent et que peuvent contrôler les travailleurs et les travailleuses. Des exemples inspirants existent ailleurs : l'Anti-Austerity Alliance en Irlande, la Trade Unionist and Socialist Coalition en Angleterre.

Il est primordial que le monde du travail s'allie avec les autres mouvements sociaux (écologistes, autochtones, etc.) afin de créer un mouvement de masse démocratique avec une réelle audience dans les communautés.



Le rôle de Québec solidaire

La présidente des cols bleus de Montréal l'a d'ailleurs récemment souligné lors d'une entrevue à *l'Aut'journal* en juin dernier. Elle y déclarait : « Le monde syndical dort au gaz. Ce n'est pas normal que le Premier Mai, on manifeste dans une ruelle. C'est pas normal d'avoir élu Couillard et Harper. C'est le 99% qui devrait être au gouvernement. Pas le 1%. » Elle se dit de plus en plus déçue par le Parti Québécois et déclare par rapport à Québec solidaire « On ne sait pas où ils s'en vont. » Sa solution? « Moi, je serais pour un Parti des travailleurs. » Alternative socialiste est totalement d'accord avec elle!

Les militant-es de Québec solidaire peuvent jouer un rôle de premier plan pour amener le mouvement contre l'austérité sur le terrain politique. Un gouvernement solidaire est toutefois peu probable. La classe des travailleurs et des travailleuses ne voit pas en QS un parti du « monde ordinaire », mais plutôt des pauvres et du milieu communautaire. De son côté, QS ne veut pas jouer ce rôle non plus. Le parti multiplie les déclarations pour protéger les minorités exclues, mais rarement va-t-il prendre le parti de la majorité.

Pour Alternative socialiste, QS ne constitue pas l'unique alternative politique. Les syndicats peuvent et doivent présenter leurs propres candidat-es anti-austérité, avec l'aide de Québec solidaire. Des élu-es indépendant-es anti-austérité pourraient se coaliser avec des député-es solidaires. Nous pourrions voir l'émergence d'une coalition anti-austérité, ou carrément la création d'un nouveau parti, plus près des préoccupations quotidiennes de la majorité et lié aux organisations syndicales.

Si QS veut éviter d'être dépassé sur sa gauche, il devra combattre l'une de ses plus grandes phobies, celle d'avoir l'air de « récupérer » les mouvements sociaux. Cette position sert davantage les patron-nes que l'« indépendance » des mouvements sociaux et syndicaux. Plutôt que de se lier organiquement aux mouvements de la rue, QS se marginalise et risque de devenir très précisément ce qu'il ne veut pas être : un parti de politicien-nes professionnel-les comme les autres.

S'emparer du pouvoir politique

La grève générale est un événement politique qui ouvre des possibilités révolutionnaires, en particulier lorsque la contestation vise le pouvoir de l'État. Nous l'avons bien vu en 2012. Le gouvernement libéral, sentant sa légitimité contestée, spécialement à travers le non-respect massif de la loi spéciale, a déclenché des élections. Il a perdu, mais nous n'avons pas su tirer profit de la situation. C'est le Parti québécois de Pauline Marois qui a canalisé la frustration sociale. Aux prochaines élections provinciales, qu'allons-nous présenter pour faire barrage au Parti libéral? Le modèle d'austérité à la sauce PKP ? L'accélération des coupures et des hausses avec la CAQ? Pensons-y dès maintenant pour ne pas être pris les culottes à terre encore une fois!

N'ayons pas peur de faire de la politique! Aux prochaines élections, soyons prêt-es!
Que le monde du travail et le mouvement populaire présentent leurs propres candidatures anti-austérité!
Que le mouvement syndical remette à l'ordre du jour la construction d'une voix politique pour le 99%!

Janvier 2016



Annexe : Résolution sur le travail dans les syndicats

IVe congrès, septembre 2015.

« C'est dans les masses organisées, dans les syndicats réformistes que doivent être gagnées les nouvelles forces les plus actives pour la IVe Internationale. Négliger cette tâche serait vouer la IVe Internationale et toutes ses sections, à la stagnation, à l'isolement, et à se condamner à la paralysie. »

Projet de résolution sur le travail dans les syndicats, Les congrès de la IVe Internationale (Tome 1), Paris, Éditions la brèche, 1978, p.190-191.

I

Pour briser le système capitaliste, il est nécessaire de mobiliser ceux et celles qui le font fonctionner : les travailleurs-euses. Pour éviter l'éparpillement et le gaspillage de nos forces, il faut nous concentrer aux endroits ayant le plus de potentiel et réunissant le plus grand nombre de travailleurs-euses organisés. À ce jour, seuls les syndicats offrent ce type de tribune. Refuser de le faire, c'est refuser de réellement mener le combat pour le socialisme dans la classe ouvrière.

II

L'objectif des socialistes dans le travail syndical est triple; tester nos idées parmi les travailleurs-euses, y recruter les meilleurs éléments pour le parti et y organiser des campagnes pour mobiliser la classe ouvrière. La classe ouvrière apprend en luttant, ce n'est qu'ainsi que nous pouvons élever la conscience de classe.

III

Notre but n'est pas de diriger les organisations à la place des travailleur-euses, mais de faire en sorte que la classe ouvrière s'organise elle-même via ses propres structures. Pour ce faire, il faut que les syndicats deviennent des organes de lutte démocratiques. Cela n'est pas chose aisée, puisque plusieurs travailleurs-euses voient d'un mauvais œil le syndicat.

Nous payons le prix pour des décennies de gestion bureaucratique du mouvement ouvrier. Il faut en être conscient, mais malgré tout, être organisé, vaut mieux que ne pas l'être. Le démantèlement ou l'affaiblissement des organisations syndicales serait catastrophique pour l'ensemble de la classe ouvrière. Nous devons donc inciter les travailleurs-euses à s'investir dans l'appareil syndical, mettre de l'avant l'importance de l'organisation collective du monde du travail pour l'amélioration des conditions de travail et de vie. Mais pour les convaincre, nous devons être critiques des syndicats et expliquer leurs faiblesses.

IV

Les trois dernières décennies sans gains majeurs, où le simple maintien du statu quo est devenu synonyme de victoire, ont créé un terrain fertile pour le syndicalisme de collaboration de classe. Les dirigeants syndicaux ont délaissé depuis quelque temps la stratégie de la concertation, mais on note que les effets de celle-ci se font toujours sentir. Les travailleurs-euses ont perdu l'expérience de la lutte, de la combativité et du travail de terrain, au profit d'une approche juridique de cas par cas. Pour rompre avec cette mentalité de compagnie d'assurance, les militants d'Alternative socialiste feront la promotion d'un syndicalisme combatif, démocratique et mobilisateur.

V

La fragmentation du mouvement syndical est une autre conséquence des échecs répétés des dernières décennies. La chute du rapport de force des travailleurs-euses du secteur public a même permis la résurgence du syndicalisme de métier (c'est le cas de la FIQ). (Le syndicalisme de métier priorise l'organisation par catégorie d'emploi, plutôt que d'organiser les travailleurs-euses sur une base industrielle, c'est-à-dire, l'organisation dans un même syndicat de tous les travailleurs-euses, et ce, peu importe le type de tâches qu'ils accomplissent.) De plus, au sein même des syndicats industriels, le corporatisme se développe, notamment à l'égard des travailleurs-euses précaires et sous-traitants. Le syndicalisme jaune refait surface, surtout dans les secteurs à faibles valeurs ajoutées comme dans le commerce. Ces trois exemples sont des symptômes de la désolidarisation de la classe ouvrière.

VI

Malgré leur culture organisationnelle rigide et bureaucratique, les syndicats (sauf quelques exceptions) restent des organisations démocratiques. Participer ou créer des débats dans les assemblées générales de manière constructive est une manière simple d'éveiller l'intérêt des travailleurs-euses de la base à des questions d'ordre stratégique, généralement déterminées par l'exécutif syndical ou l'instance supérieure. Tenter de s'impliquer dans l'organisation syndicale, par l'animation de comité ou en tant qu'élu-e n'est pas écarté, car cela élargi davantage notre audience.

VII

Cette lutte doit d'abord passer par les instances locales et régionales. La création de comités d'action dans les syndicats doit être priorisée, regroupant les éléments les plus combatifs d'un même milieu de travail: celui-ci doit idéalement être construit dans une optique intersyndicale et avoir pour mandat d'informer et d'assurer le travail de mobilisation (Voir l'article sur ce sujet dans Offensive #1). Les conseils centraux de la FTQ et de la CSN, par exemple, sont également des lieux à privilégier pour regrouper les militant-es et pour pousser des campagnes politiques d'envergure.

VIII

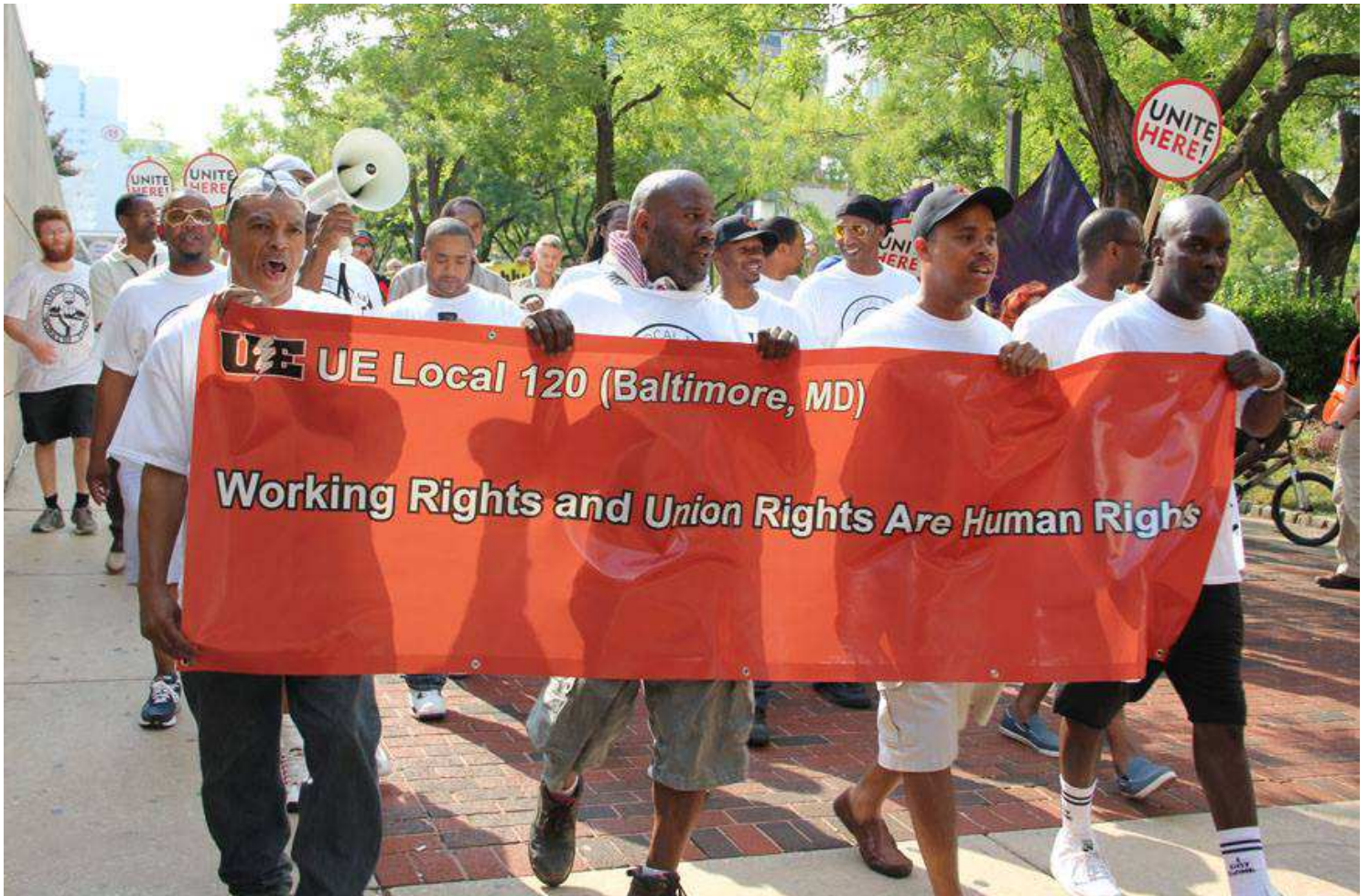
Être un socialiste dans un syndicat est frustrant. Au début, vous allez être seul-e : votre premier objectif est de ne plus l'être. Le but n'est pas de vous brûler politiquement, mais de prendre patiemment le temps de construire quelque chose de solide pour assurer vos arrières. Agir précipitamment risque de paralyser vos actions pour des années. Il faut éviter à tout prix d'être marginalisé. L'accès à au moins un membre de l'exécutif pour être tenu au courant des activités (et des tensions internes) est important. Il faut être bien informé-e, pour agir clairement.

IX

En tant que socialiste, doit-on cacher nos opinions politiques sous prétexte de pouvoir mieux faire notre travail? Non. La seule situation où le militant-e socialiste doit cacher son appartenance à une organisation, c'est lorsque la répression est forte au point où le militant-e peut perdre son travail ou risquer la prison pour ses idées. La situation actuelle n'exige pas le travail clandestin. Mais nous n'avons pas toujours l'obligation de crier haut et fort notre socialisme. Par exemple, avec un mandat officiel, il faut le respecter. Il ne faut pas se faire accuser de pousser la ligne du parti coûte que coûte, au détriment de la défense des intérêts des membres. Dans ces situations, la tâche des autres militant-es de l'organisation est d'effectuer le travail du parti et d'aider les militant-es syndiqué-es. En parlant en son nom personnel, il ne faut pas cacher son opinion: tôt ou tard les gens vont le savoir, et cela sera considéré comme de l'hypocrisie. Il ne faut pas oublier que l'un des objectifs du travail syndical est de recruter. Pour que les gens viennent à nous, il faut donc que les gens connaissent nos opinions.

X

En terminant, le travailleur-euse socialiste doit avoir une conduite irréprochable. Il est et doit être le meilleur travailleur-euse, et le meilleur militant-e syndical. C'est le seul moyen d'avoir le respect de ses pairs et donc de pouvoir faire du travail politique. Cela rend également la répression de l'employeur-e plus difficile.





Qui sommes-nous ?

Alternative socialiste est un regroupement de travailleurs-euses et d'étudiant-e-s qui a pour objectif de défendre les intérêts de la majorité de la population et de promouvoir le socialisme démocratique. C'est-à-dire que nous sommes pour la construction d'une société où les travailleurs et les travailleuses contrôlent les principaux leviers de la vie économique, politique et sociale et non une minorité possédante.

AS est la section sympathisante du Comité pour une Internationale ouvrière, organisation révolutionnaire internationale fondée en 1974 et présente dans une quarantaine de pays à travers le monde.

Contre la dictature des marchés, une riposte socialiste est nécessaire !

Si vous avez des questions sur AS-Québec ou si vous désirez vous joindre à nous, n'hésitez pas à nous contacter!

alternativesocialiste.org

info@alternativesocialiste.org

[...] il découle clairement qu'en dépit de la dégénérescence continuelle des syndicats et de leur intégration progressive à l'Etat impérialiste, le travail au sein des syndicats non seulement n'a rien perdu de son importance, mais reste comme auparavant, et devient dans un certain sens même, révolutionnaire. L'enjeu de ce travail reste essentiellement la lutte pour influencer la classe ouvrière. Chaque organisation, chaque parti, chaque fraction qui prend une position ultimatiste à l'égard des syndicats, c'est-à-dire qui en fait, tourne le dos à la classe ouvrière, simplement parce que ses organisations ne lui plaisent pas, est condamnée à périr. Et il faut dire qu'elle mérite son sort.

- Léon Trotsky, *Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste*.1940.

